Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous l

0,50F

Adresse : B.P. 365 75064 Paris Cedex 02 C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES LENINISTES DE FRANCE

Numéro spécial d'ESSAI mardi 25 mars 1975

MOYEN-ORIENT

Halte aux ingérences des deux superpuissances

La diplomatie «des petits pas» de Kissinger au Moyen Orient vient d'échouer. C'est le chef de la diplomatie américaine lui-même qui l'a déclaré dimanche matin après avoir, pendant des mois, vanté la formule américaine comme «la plus rentable».

Mais les abons offices » intéressés des impérialistes américains se sont heurtés au refus de l'Egypte de se laisser manœuvrer. Le sens de l'échec américain dépasse cependant ce seul aspect. Avec la fin de la asolution par étapes», c'est un round de la rivalité soviéto-américaine au Moyen Orient qui s'achève.

Il faut par conséquent s'attendre à une nouvelle phase dans la dispute des deux supergrands pour le contrôle de cette région stratégique.

Furieux des démarches américaines dans les capitales arabes, Brejnev avait proclamé que «l'URSS est pour la reprise dans les meilleurs délais de la conférence de Genève». Aussi le social-impérialisme russe, fortement dépité depuis quelques temps d'être écarté des «négociations», ne va-t-il pas manquer de préparer avec fébrilité la reprise de la conférence de Genève en multipliant ses pressions sur certains pays arabes et en tentant d'avancer ses pions.

Pourtant, si l'échec américain est par contrecoup un gain pour les soviétiques, il est loin d'avoir atteint ses fins : l'Egypte et d'autres pays arabes ont montré qu'ils ne sont pas dupes des manœuvres et des arrières-pensées soviétiques.

Quant à l'impérialisme américain, et à l'Etat sioniste d'Israël, ils n'ont pas l'air décidés à se rendre de bon cœur à une conférence où leur position ne serait pas si favorable. C'est pourquoi une reprise des combats ne doit pas être exclue.

Pour les peuples du Moyen Orient, il n'existera en réalité de solution véritable à la «tension» dans la région qu'avec la fin des ingérences des deux superpuissances, la restitution des territoires occupés à l'Egypte et à la Syrie et la disparition de l'Etat raciste sioniste remplacé par un Etat palestinien démocratique et laïque ou arabes et juifs seront égaux et libres.

C'est l'impérialisme qui a implanté un état agressif à sa solde au Moyen Orient pour maintenir, par la force, ses intérêts contre les peuples arabes.

C'est l'impérialisme et le social-impérialisme qui tirent profit de l'existence de cet état pour maintenir leur influence et leur présence au détriment des peuples de la région. C'est pourquoi il est impossible de compter sur la *«bienveillance»* des deux superpuissances pour régler la situation dans cette région(stratégique pour le contrôle de l'Europe) au profit des peuples.

La lutte des peuples arabes contre les deux superpuissances fait partie intégrante de la lutte du tiers monde contre le premier monde impérialiste, et les peuples et pays du second monde, en particulier de l'Europe, sont directement concernés par la situation au Moyen Orient dont dépend en grande partie l'avenir de la situation en Europe. Aussi est-il indispensable que les peuples et pays d'Europe soutiennent et renforcent leurs liens avec les peuples et pays arabes pour la cessation de l'ingérence des supergrands et notamment la fin de la présence de leurs flottes de guerre en Méditerranée.

KODAK VINCENNES

le P"C"F
viole
les statuts
de la CGT

article page 4

SAMEDI 22 MARS

Manifestation devant l'ambassade du Portugal



La tête du cortège

article page 3

Réception du FUNK

Jeudi soir a eu lieu à l'Hôtel Lutétia une réception organisée par le FUNK à l'occasion du 5eme anniversaire du début de la guerre patriotique du peuple du Cambodge contre l'agression américaine.

Une nombreuse assistance y a salué les représentants du FUNK en France et les a félicité des succès en cours qui préparent la proche victoire définitive du peuple khmer.

Notre journal était représenté par nos camarades Jacques Jurquet, Henri Jour, Camille Granot et Claude Lebrun.

Dans Phnom Penh encerclée ...

«Nous avons chars, canons et avinns, mais nous perdrons la guerre ; le peuple ne nous soutient pas».

C'est l'avis d'un sergent de l'armée lonnolienne interviewé par le «New York Times» récemment.

Pourquoi cela ?

Parce que c'est le chaos dans les rangs des 7 traitres ; ils n'ont plus de territoire - 97 % du sol cambodgien a été libéré par les patriotes - ils n'ont plus d'hommes - 6 millions vivent dans la zone libérée ; ils n'ont plus de soldats : mutineries, désertions, ralliements au FUNK se multiplient en masse : le 16 février dernier 1 000 soldats lonnoliens sont rendus dans l'ile de Peam Reaing! Et la population de la capitale s'oppose activement à l'enrôlement forcé sur les marchés, dans les cinémas et dans les rues. Parmi les traitres, c'est la curée pour engloutir «l'aide» U.S.: 60 % passent dans leurs poches au moins !

Jamais la vie n'a été si dure à la population de la capitale ; plus de fuel, de moins en moins d'électricité et d'eau. Le riz manque et coute des sommes exorbitantes: 30 dollars achètent à peine 40 kg de riz au marché noir; le coût de la vie a triplé depuis le 11 février dernier! Aussi les luttes de la population gagnent-

les américains et les traitres. Soldats mutilés, femmes de soldats, cyclo-pousseurs, élèves et étudiants prennent d'assaut les dépôts de riz et de sel, manifestent pour exiger le paiement de leurs subventions, s'opposent au «racolage» des soldats.

On est loin de la fausse image que la télé et la presse voudraient donner de la capitale cambodgienne : à les entendre, le «malheur vient des roquettes du FUNK !» Mais peu à peu, ces menteurs baissent le ton car la réalité est trop forte : le peuple de Phnom Penh et les combattants qui encerclent la ville sont au coude à coude ; et le malheur vient au Cambodge depuis cinq ans des agresseurs U.S. et de leurs hommes locaux. Qu'ils s'en aillent, qu'ils capitulent sans condition : le peuple cambodgien y compris celui de Phnom Penh. saura régler seul ses affaires. C'est bientôt chose faite.

SUD-VIETNAM

Un appel entendu

Les choses vont vite au Sud Vietnam, ces derniers jours ; la clique de Thieu vient de perdre 1/4 de son territoire et prend coup sur coup. Depuis le 22 mars les patriotes sont maîtres d'une nouvelle province, celle de Quang Duc ; les forces de Thieu ont du se replier en plusieurs points autour de Saigon ; la situation est excellente pour les patriotes vietnamiens, qui ont entendu l'appel lancé par l'un de leurs dirigeants, Nguyễn Huu Tho, président du présidium du C.C. du Front National de Libération, lors du 25^{ème} anniversaire de la «Journée nationale contre l'impérialisme américain».

Ci-dessous un extrait de cet appel qui fait le point de la situation au Sud Vietnam.

«Le 19 mar: 1950, un demimillion de sais ais ont envahi les rues pour manifester contre les navires de guerre U.S. qui venaient faire une visite de provocation à Saigon.

Obliger de signer l'accord de Paris, l'impérialisme américain ne renonce pas cependant à son ambition d'imposer à la population sud-vietnamienne son joug néocolonialiste. C'est pourquoi, ces deux dernières années, il n'a cessé de saboter l'accord de Paris, d'encourager et de pousser la clique Nguyên Van Thiêu a

faire de même, à poursuivre la guerre, accumulant d'innonbrables crimes nouveaux contre le peuple vietnamien.

La population, le F.N.L. et le GRP de la RSVN ont toujours exécuté strictement l'accord de Paris, soucieux de voir se réaliser promptement la paix. Toutefois ils sont résolus à ne pas pardonner tout sabotage de l'accord par l'ennemi, tout recours à la force pour liquider les forces patriotiques et les conquêtes de la révolution. Aucune force, aucune manœuvre ne saurait empêcher la population sud-vietnumienne de se dresser contre la répression. l'exploitation, les tueries de la clique Nguyên Van Thiêu fasciste et pour recouvrer son droit souverain, pour défendre sa vie et ses biens. Aucune force, aucune manœuvre ne saurait empêcher les combattants des forces armées opulaires de libération de conjuguer leurs efforts avec leurs parents et proches dans les soulévements. C'est un droit sacré de légitime défense de notre part que de prendre toutes les mesures appropriées pour défendre l'accord de Paris et les acquis de la révolution. Si nos forces armées et notre population ont déclenché ces derniers jours des soulèvements violents et des attaques impétueuses contre l'ennemi, c'est précisément pour réaliser ce droit légitime».

PREPARATIFS DE GUERRE EN EUROPE

L'armée social-impérialiste de Brejnev vient de procéder à de nouvelles manœuvres militaires sur son territoire européen. Signalant ces manœuvres le journal soviétique «Etoile rouge» a indiqué la semaine dernière que «les participants avaient fait preuve d'une haute compétence technique sur le champ d'opérations et accumule l'expérience nécessaire en pratique».

Ces manœuvres ne sont pas des faits isolés ; les 3/4 des forces conventionnelles de l'URSS se trouvent en Europe et la plupart de son armement moderne; l'année dernière, les maitres de Moscou ont envoyé des dizaines de milliers d'hommes en renfort sur les postes avancés de l'Europe centrale.

Ce déploiement militaire constitue une menace à l'égard des pays européens, du nord au sud. Au nord : 45 % des bâtiments de guerre, 60 % des sous-marins. Au sud : sa flotte en Méditerranée, les menaces contre les pays balkaniques, la «patte social-impérialiste» dans tous les bouleversements intervenus dans la région, à Chypre comme au Portugal

Les impérialistes américains quent à eux ne restent pas inactifs face aux sociaux-impérialistes russes : les 3/5 des forces U.S. outre mer sont déjà en Europe. Le Pentagone a annoncé en février que 71 % de leurs forces en Europe seront des forces de combat en 1977, (contre 62 % à l'heure actuelle). Le secrétaire d'état U.S. Schlesinger parle sans détour à ce sujet :

«Nous devons nous rappeler que l'enjeu, c'est l'Europe de l'ouest. Si celle-ci tombait aux mains des soviétiques, ce serait un désastre incommensurable pour les Etats Unis».

Dans son rapport présenté en février il a ajouté «qu'une force d'assaut puissante de l'Union Soviétique stationnait près du cœur de l'Europe occidentale. C'est pourquoi l'accent dens la répartition de nos forces conventionnelles) a été mis sur l'Europe... La plupart de nos forces sont ou vont être orientées en fonction d'une guerre en Europe».

Voilà qui est clair l'Et clairement établie l'importance de l'enjeu européen.

Aussi significatives sont les déclarations inquiètes des officiels U.S. quant à la situation au Portugal : «elle menace la sécurité des Etats Unis» dit l'un, «c'est la crise la plus grave depuis la fin de la guerre mondiale». Et d'envisager un éventuel recours à la force. A coup sûr, dans le cadre de la rivalité USA—URSS, le Portugal est un véritable baril de poudre.

Que ceux qui croient de bonne foi à la «détente» ouvrent les yeux : qu'ils réfléchissent à ces faits et à ces déclarations.

Les deux superpuissances n'organisent pas la «détente» et la «paix» elles courent à la guerre. Il est grand temps de nous y préparer.

CONFERENCES

ONUDI : la conférence de l'ONU sur le développement industriel pour suit ses travaux. Les représentants du Sri Lanka, de Yougoslavie, de Bolivie et d'autres pays du Tiers Monde ont appelé à établir un nouvel ordre économique et social, juste et équitable ; s'inspirant de la «déclaration des 77n, ils ont insisté sur le développement autonome de leur industrie, et leur solidarité mutuelle. La délégation irlandaise représentant la CEE a exprimé son accord sur plusieurs points avec le projet des 77. Par contre, USA et URSS développent leurs positions de superpuissances, le délégué U.S. a insisté sur «l'interdépendance entre pays développés et pays sous-développés» et sur la unécessaire sécurité» des investissements étrangers dans le Tiers Monde ! Quant au délégué soviétique, il entend que

l'ONUDI soit compétente en «matière d'utilisation des ressources naturelles» ce qui est pourtant du ressort de chaque pays !

GENEVE: la 3ème session de la conférence de l'ONU sur le droit de la mer s'est ouverte à Genève. Elle examinera directement les problèmes substantiels des textes élaborés à Caracas, surtout caux sur la mer territoriale, la zone économique exclusive les détroits à usage de la navigation internationale, le régime et le mécanisme du fond de la mer, la protection de l'environnement maritime et les recherches scientifiques, la pêche et l'exploitation et l'utilisation des ressources du lit de la mer et du fond de l'océan.

De nouvelles batailles contre les superpuissances en perspective.

COMMANDEZ

DIFFUSEZ

Le numéro spécial Cambodge de l'Humanité rouge bi-mensuelle. A paraître le 3 avril.

Parmi les articles :

Un interview de M. Chau Seng, membre du Bureau Politique du F.UNK.

Manifestation devant l'ambassade du Portugal

COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'appel de l'Humanité rouge, plusieurs centaines de Communistes marxistes-léninistes de France se sont rassemblés samedi à 17 h 30 à la porte Dauphine et se sont rendus en cortège jusqu'aux abords de l'Ambassade du Portugal que ptotègaient d'importantes forces de police.

Pendant qu'une délégation était reçue par l'Ambassadeur du Portugal en personne, les manifestants bloqués face aux gardes mobiles, scandaient

SOCIAL-FASCISME A L'OEUVRE

Dans un communiqué, le MRPP annonce que depuis la 16 mars vingt-quatre de ses militants ont été emprisonnés pour avoir dénoncé les manœuvres du révisionnisme au Portugal.

Chaque jour qui passe met ainsi plus en lumière la nature fasciste du parti de Cunhal et sa volonté de faire taire la voix des révolutionnaires portugais. durant une demie heure différents mots d'ordre :

- Le social-fascisme ne passera pas !
- MRPP, AOC, non à l'interdiction!
- Ni Washington, ni Moscou, indépendance nationale !
- Marchais, Cunhal, agents du social-impérialisme russe !
- Social-impérialisme russe, hors du Portugal I
- A bas les deux superpuissances, indépendance nationale!

Une motion a été remise à l'Ambassadeur faisant état de l'indignation de la classe ouvrière et du peuple de France devant les mesures anti-démocratiques prises au Portugal à l'encontre de formations politiques légales comme le Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Prolétariat et l'Alliance Ouvrière et Paysanne.

L'Ambassadeur s'est engagé à transmettre cette motion à son gouvernement.

Après un bref compte-rendu de cette délégation, les manifestants se sont dispersés au chant de l'Internationale.

MOTION ADRESSEE A L'AMBASSADEUR DU PORTUGAL

Au nom des Communistes marxistes-léninistes de France, nous vous informans de l'indignation profonde soulevée dans de larges rangs de la classe ouvrière et du peuple de France par les mesures antidémocratiques prises dans votre pays contre des formations politiques légales, et particulièrement contre le Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Prolétariat et contre l'Alliance Ouvrière et Paysanne.

Nous avons connu des militants portugais en France se réciamant du marxisme-léninisme et de la pensée-Mao Tsé-toung à l'époque de la dictature fasciste de Salazar-Caetano. Le lait que ces memes militants ouvriers soient aujourd'hui contraints à l'illégalité et poursuivis par le gouvernement et le pouvoir en place prouve qu'à une dictature de droite se trouve substitué une dictature prétendue de gauche, qu'au fascisme se trouve substitué un social-fascisme du même type que ceux qui sévissent dans les pays d'Europe de l'est, dominés et

exploités par le social-impérialisme russe.

Au nom de l'internationalisme prolétarien, nous élevons une solennelle protestation contre ces faits imposés par le Parti prétendu communistes du Portugal, qui, dans votre pays comme son homologue en France, n'est autre que le serviteur des intérêts du social-impérialisme russe.

Nous sommes convaincus que la classe ouvrière et le peuple portugais sauront en définitive rejeter l'exploitation et l'oppression de la nouvelle bourgeoisie révisionniste et élifiéront un Portugal véritablement démocratique, prolétarien et indépendant.

IL FAUT QUE LES TUEURS SOIENT CHATIES

Mohamed Laid Moussa est mort. Assassiné par des tueurs racistes, des ennemis des peuples arabes, des ennemis de la coopération entre la France et l'Algérie des ennemis de l'indépendance nationale en France.

Ce n'est pas un hasard si ce crime ignoble a eu tieu quelques temps avant que Giscard se rende en Algérie. Les tueurs ont la volonté de saboter les rapports entre la France et l'Algérie. Ils veulent empêcher que la France resserre ses liens avec le Tiers Monde et que se consolide ainsi le front uni mondial contre les deux superpuissances. Les tueurs doivent être châties avec la plus grande vigueur. Pour manifester, sa volonté de coopération avec l'Algérie, le gouvernement doit arrêter et condamner durement les coupables. S'il s'en donne les moyens il le peut. On connait cette organisation raciste baptisée «France-libre» qui déclarait récemment «qu'elle se réservait le droit de frapper violemment dans les prochains jours à Marseille». Le peuple algérien et le peuple français exigent le châtiment de ces monstres.

L'Humanité rouge a adresse plusieurs messages à différences organisations et journaux also riens pour leur faire part de son indignation devant l'assas sinat de Mohamed Laid Moussa et exprimer son entière solidarité avec nos frères algériens et sa détermination à exiger le châtiment des assassins.

nation

GUADELOUPE ----

La situation s'aggrave

En Guadeloupe, la récolte de la canne à sucre n'a pas démarré. Depuis le 24 février, l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG) a demandé aux ouvriers agricoles de ne pas couper la canne et aux ouvriers des sucreries d'engager des actions de masse afin de faire aboutir leurs revendications respectives. A la même date, l'Union des Paysans Pauvres de la Guadeloupe (UPG) invitait les petits planteurs et les colons partiaires à ne pas livrer leurs cannes aux usines.

L'UGTC réclame pour les ouvriers :

 Une augmentation de 5 % sur tous les salaires ;

 Un accord du patronat sur le principe de la parité du salaire de base en agriculture et en industrie;

 l'établissement de la semaine de 40 heures en agriculture ;

 La suppression du SMAG;
 La mise en place d'une commission chargée de discuter des modalités d'applications de ce principe.

En effet, les capitalistes usiniers veulent faire démarrer la récolte sans accorder la plus petite augmentation. Ils veulent imposer aux ouvriers un salaire de misère : dans l'agriculture 37,07 F par journée pour l'attacheuse et 40,89 F pour le coupeur ; dans l'industrie 5,54 F par heure pour les ouvriers. Ils pretextent sans honte qu'ils n'ont pas assez d'argent pour accorder des augmentations. Le SMAG qui depuis longtemps a été supprimé en France est maintenu en Guadeloupe et permet aux capitalistes de payer aux ouvriers agricoles un salaire au-dessous du minimum vital.

L'UPG réclame pour les petits planteurs et colons partiaires ;

— Le paiement du prix définitif de la tonne de canne 1974 sur la base de 100,00 F minimum;

 La fixation d'un prix minimun de la tonne de canne 1975 à 110,00 F (pour une richesse de 6 à 9);

 Palement du prix total des cannes livrées à chaque quatorzaine.

Les capitalistes parlent de faire démarrer la campagne sucrière de 1975 alors que le prix des cannes coupées en 1974 n'est pas encore payé. Selon le préfet, le prix de la tonne de canne pour 1974 serait de l'ordre de 80 F pour une richesse de 9. Or, le prix de revient de la tonne en 1974 est de 95 F, ce qui implique pour chaque planteur une perte nette de plus de 20 F par tonne. Pour 1975, le prix de revient d'une tonne de canne sera de 133 F, or le préfet veut faire croire à tout le monde que pour cette année, le prix de 101,84 F

par tonne de richesse 9 est un prix minimum garanti. L'UPG réclame un prix minimum garanti sur la base du coût de production il n'est pas normal que le paysan travaille pour s'endetter.

Voilà pourquoi les ouvriers agricoles refusent de couper la canne. Voilà pourquoi les paysans refusent de livrer la canne.

Les capitalistes français refusent de payer un centime de plus. Ils utilisent tous les moyens pour tenter de faire démarrer la récolte. Ils recrutent des briseurs de grève qu'ils vont jusqu'à payer 100 F par jour et amènent au travail forcé sous la surveillance des képis-rouges et des gendarmes. Pour un briseur de grève, il y a en moyenne 5 képis-rouges.

Mais rien n'y fait. Pour que la récolte démarre, il faut que les paysans et les ouvriers agricoles le décident. Leur détermination est grande; ils n'ont pas l'intention de cesser la lutte. Ils comptent aussi sur le soutien des autres peuples du monde.

C'est pourquoi nous appelons tous les anti-impérialistes, tous les amis du peuple guadeloupéen à faire connaître la situation réelle et à se préparer à soutenir politiquement et matériellement la lutte des travailleurs guadeloupéens.

Le comité exécutif de l'AGEG (Association Générale des Etudiants Guadeloupéens).

LE P'C'F VIOLE LES STATUTS DE LA CGT

Il y a déjà plus d'un an, les responsables du syndicat CGT faisaient exclure du bureau du syndicat un camarade à la suite de ses prises de position sur le Chili, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du syndicat.

A cette époque, le mécontentement fut grand chez les travailleurs de son département et de nombreux syndiqués à la CGT ne reprirent pas leur carte.

Déjà les ouvriers ne comprenaient pas que l'on puisse retirer de ses responsabilités un militant qui dans les quatre mouvements de grève qui avaient eu lieu au niveau de son département, s'était toujours efforcé de donner les moyens aux travailleurs de diriger leur lutte pour leur permettre d'obtenir satisfaction à leurs justes revendications.

Malgré cette exclusion du bureau anti-statutaire et antidémocratique qui avait permis de faire prendre conscience à un certain nombre de travailleurs de la nature réactionnaire des dirigeants révisionnistes du syndicat, notre camarade poursuivit son travail de militant syndical pour lequel il avait été élu par les travailleurs.

C'est sur la base de sa pratique où il défendit les principes d'un syndicalisme qui se place sur des positions de classe et qui développe l'unité à la base et dans l'action, d'un syndicalisme qui dans les luttes de la classe ouvrière impulse la mise en application de la démocratie prolétarienne que notre camarade avait acquis le soutien et la confiance des puyriers de son service.

Pour notre camarade, ce militantisme syndical sur la base de ces principes, indispensables pour la satisfaction des revendications immédiates de la classe ouvrière, était lié à un travail politique pour arracher la classe ouvrière au révisionnisme, travail politique qui depuis la campagne de rectification, était principalement orienté sur la dénonciation du social-impérialisme et du rôle de ses agents en France que sont les dirigeants du P&C»F.

C'est principalement en fonction de ce travail politique et sur le fait qu'il refusait de distribuer des tracts faisant allusion au programme commun que les dirigeants révisionnistes du syndicat ont refusé de le représenter sur la liste de délégué du personnel.

C'est par 220 signatures dont 160 pour le seul département où il travaille que les ouvriers se sont opposés à cette décision arbitraire prise sans aucune consultation des travailleurs, ni même des syndiqués.

Ce n'est pas moins de 3 tracts, que les dirigeants du syndicat CGT, pour se justifier ont été obligé de sortir : où la calomoie l'emportait sur l'argumentation et qui n'ont eu d'autre résultat que de renforcer les signatures de la pétition ainsi que d'autres travailleurs principalement CFDT, dans leur détermi sizion à soutenir le camarade.

C'est fort de ce soutien et de cette confiance, que le camarade a distribué à la porte de l'usine, un tract où il explique les raisons politiques profondes qui ont amené les dirigeants révisionnistes à prendre une telle décision à l'encontre de la

volonté et de l'intérêt des travailleurs et où il annonce son passage à la CEDT.

Les échos déjà recueillis auprès des travailleurs, après la distribution de ce tract, laisse déjà supposer qu'un nombre assez important de voix se portera sur la CFDT, ce qui permettra peut-être à ce syndicat actuellement minoritaire de gagner un siège dans le collège ouvrier.

Sur la base de ce premier succès remporté contre le révisionnisme. nous poursuivons nos explications politiques auprès des travailleurs par voie de tract et de brochures pour leur faire prendre conscience que si nous combattons effectivement la CGT, c'est parce que ce syndicat est entièrement dominé de haut en has par le PaCaF parti qui n'est plus ni communiste ni français, et qui veut se servir du syndicat CGT pour encadrer idéologiquement et politiquement la classe ouvrière en vue de préparer l'agression et la domination du socialimpérialisme soviétique.

Les communistes marxistes léninistes de l'Usine.

BADIN (TOULOUSE)

La lutte continue ...

Tous les jours, nous allons à l'usine pour faire respecter notre grève : nous empêchons les chefs de travailler sur nos machines et de saboter ainsi la grève : la production est paralysée. Même «licenciés», nous continuerons la lutte car nos revendications sont notre travail, notre vie, le pain pour nos familles.

Le 19 mars l'administrateur judiciaire vient à l'usine pour effectuer les licenciements. C'est la seule fois qu'il sera descendu sur l'usine de Toulouse! Il ne cherche nullement à rêgler le conflit mais à vendre l'usine.

Aujourd'hui tous les grèvistes sont conscients qu'une lutte pour l'emploi est une affaire politique c'est directement à l'état que nous nous heurtons. On nous accuse de faire de la politique, nous en sommes fiers car il faut déjouer les manœuvres des ennemis.

Déjà sur Toulouse, nous savons que nous ne sommes pas seuls à mener cette bagarre.

En plus du soutien syndical, le comité de soutien constitué à l'occasion de cette lutte a montré clairement que sur de justes positions de classe un large front pouvait être constitué contre l'état bourgeois pour la satisfaction des justes revendications de la classe ouvrière. Tous ceux qui avaient parié la mort d'un comité de soutien se passant des partis de «gauche» doivent reconnaître leur erreur : ce comité a pu réaliser un grand nombre

de tâches militantes (collages, distributions de tracts, collectes, réunions publiques, des manifestations—piquets de grève devant l'usine). Certains l'ont accusé d'être antisyndical : les faits ont prouvé le contraire : il n'a nulle-

ment entravé l'action syndicale, il l'a même renforcée sur des positions de classe. A ce sujet nous avons pu voir deux attitudes antagoniques face à ce conflit : la direction départementale de la CGT, qui ne rougit même pas de parler du glorieux passé de la CGT, a pris position contre nous dans les faits : sabotage ou refus des collectes dans les grosses entreprises comme la SNIAS ou Breguet, refus de participer au meeting, puis à la marche du jeudi 20 mars : une manifestation à la préfecture pour accueillir Françoise Giroud le jour de la marche!

Mais à la CGT, nombreux sont les travailleurs qui ne partagent pas ces jugements; des collectes ont été organisées par des sections syndicales CGT. Dans la plupart des entreprises nous avons eu un accueil chaleureux, des militants CGT participent au comité de soutien.

Il est clair que malgré tous leurs efforts, les révisionnistes ne pourront pas résister à la volonté de lutte et de solidarité d'une classe ouvrière qui entend unir ses forces contre les méfaits de la crise et pour abattre le capital. Devant l'attitude quotidienne des révisionnistes de la CGT, nous ne devons pas hesiter à oser affronter la politique révisionniste au sein de la CGT et ses con séquences au sein de la CFDT elle-même pour s'engager à fond dans l'action classe contre classe. Nous ne devons pas laisser, au nom d'une prétendue unité se développer l'idéologie révisionniste c'est-à-dire entre autre l'es-

prit de capitulation devant la bourgeoisie, la résignation et la collaboration de classe.

Face à l'état capitaliste qui depuis le premier jour de cette grève a pris en main «l'affaire Badin», et la bourgeoisie révisionniste, c'est toute la classe ouvrière qui est concernée. Nous avons besoin du soutien de tous pour vaincre.

Correspondant H.R.

PARIS-RHONE(LYON)

Les revisionnistes subissent un echec

Plusieurs tracts destinés à présenter la CGT comme le meilleur défenseur des travailleurs contre le capitalisme sont d'abord distribués. Le lundi suivant, la CGT Paris-Rhône en diffuse un pour appeler à la journée d'action le 13 mars à l'initiative des révisionnistes de l'UD et propose à la section CFDT de Paris-Rhône d'appeler à une grêve d'une heure pour :

 participer à une manifestation;
 et montrer que les ouvriers sont décidés à voir aboutir leurs revendications !

A la suite des discussions dans les atéliers ou est développé le point de vue que de telles grêves ne servent à rien (car sans objectifs clairs et précis) sont démobilisatrices et divisent les ouvriers, la section CFDT décide de ne pas appeler à la grève et de mettre des affiches expliquant son point de vue.

Les révisionnistes et leurs acolytes trotskystes font une publicité terrible accusant la CFDT d'être pire que FO de faire de la «propagande antigrève». Or, aux yeux de tout le monde, la CGT est responsable de l'échec d'une grève à 80 %, en 1972, pendant laquelle le chef de la CGT avait dit aux ouvriers : «Rentrez, c'est un ordre» [1]

Mais les ouvriers ont montré aux révisionnistes qu'ils ne croyaient plus à leurs sornettes : seulement une centaine d'ouvriers (sur 2 500 que compte l'entrepise) sont sortis. De vant l'échec de leur manœuvre, les révisionnistes sont fous de rage.

D'autre part, ils font pression sur divers organismes de la CFDT pour ramener la section CFDT de l'usine dans le «droit chemin» révisionniste.

Les révisionnistes et les trotskystes sont d'autant plus enragés que l'Humanité rouge fait une propagande de plus en plus grande qui dénonce leur trahison, le danger social-impérialiste et montre que les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge sont la véritable avant-garde de la classe ouvrière en France.